



Stop au mépris des agent·es public·ques, tous et toutes en grève le 5 décembre !

ADRESSE AUX AGENT·ES DE LA FONCTION PUBLIQUE

MACRON, Barnier et Kasbarian, leur ministre de la liquidation de la fonction publique, portent une politique violemment régressive et méprisante à l'encontre des agent·es public·ques. Trois jours de carence, diminution du taux d'indemnisation des arrêts maladie, non-reconduction de la garantie individuelle de pouvoir d'achat (GIPA), gel du point d'indice, casse des missions publiques, de l'emploi public, du Statut général des fonctionnaires et des droits des contractuel·les : la liste des attaques est longue.

L'austérité budgétaire du gouvernement est décomplexée. Il programme 40 milliards d'euros de baisses des dépenses publiques. Au lieu d'aller chercher de nouvelles recettes pour financer le haut niveau d'action publique dont la société a besoin, il veut priver les usager·es des services publics de pleine compétence et de proximité. Pour les agent·es aussi, c'est l'impossibilité de disposer des moyens et des ressources nécessaires à l'exercice de leurs missions.

À l'opposé de telles évolutions, la CGT porte l'exigence de budgets construits sur d'autres bases. Outre le financement des politiques publiques, il s'agit d'améliorer significativement les conditions de vie et de travail des agent·es.

Cela passe notamment par :

► L'abandon définitif du projet de loi Guérini, de toute forme de rémunération au mérite, la défense et l'amélioration du statut général des fonctionnaires, de leurs statuts particuliers, des droits des contractuel·les ;

► L'abrogation de la réforme des retraites, la revalorisation immédiate du point d'indice de 10 %, son indexation sur l'inflation, l'égalité salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes, la refonte des grilles indiciaires garantissant des carrières linéaires intégrant la revalorisation des filières à prédominance féminine, le versement de la GIPA ;

► L'abandon des jours de carence, le maintien à 100 % de l'indemnisation des arrêts maladie, l'investissement massif dans une réelle politique de santé au travail, intégrant aussi la question du handicap.

Le « fonctionnaires bashing » du gouvernement est insupportable et repose sur des mensonges et des données tronquées. Il n'y a pas « d'absentéisme » des agent·es public·ques : à caractéristiques sociodémographiques égales (âge, qualification, pénibilité), le taux d'arrêt maladie est équivalent dans le public et dans le privé et la soi-disant « explosion » des arrêts maladie n'est pas une réalité. Le ministre attaque in fine le système de protection sociale des agent·es public·ques et c'est une pierre supplémentaire de la remise en cause générale de la sécurité sociale !

En félicitant Elon Musk d'être chargé du démantèlement de l'État fédéral et en lui proposant de partager les bonnes pratiques de « débureaucratization » de la fonction publique, Guillaume Kasbarian insulte, de fait, les agent·es public·ques et nos services publics. Ne disposant d'aucune légitimité politique, un personnage qui affiche un tel mépris des agent·es ne peut en être le ministre et doit démissionner !

Dans un tel contexte, l'UFSE-CGT appelle les agent·es à s'inscrire massivement dans la première journée de grève et de manifestation unitaire du jeudi 5 décembre prochain.

L'UFSE-CGT appelle les agent·es à se réunir en assemblées générales pour échanger, préparer la grève, sa reconduction et les suites immédiates de la mobilisation. L'UFSE-CGT a déposé un préavis de grève qui court jusqu'au 31 décembre.

MONTREUIL > 22 NOVEMBRE 2024